

GREFFE DU TRIBUNAL
DE COMMERCE
DE LYON

DATE : 26/04/00
N° DE DEPOT : 7117
R.C.S. LYON : 410 052 773
N° DE GESTION: 96 B 03235

BORDEREAU INPI -DEPOT D'ACTES DE SOCIETE

-----Nom et adresse de la Société -----
A2DT

320 AV BERTHELOT
69008 LYON

Nous soussigné greffier du Tribunal de Commerce de LYON avons déposé à la date ci-dessus au rang de nos minutes :

Trois pièces

concernant la Société désignée ci-dessus et dont l'objet est le suivant:

CESSION DE PARTS SOCIALES
Statuts
Délibération/Acte

A²DT

**Société à responsabilité limitée
au capital de 50.000 F
Siège social : 320, Avenue Berthelot
69008 LYON**

410 052 773 RCS LYON

STATUTS

Exposé

Par acte sous seing privé en date du 24 Octobre 1996, il a été constitué une Société à Responsabilité Limitée dénommée A²DT, au capital de 50.000 Frs, régulièrement enregistrée, publiée et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de LYON, sous le numéro 410.052.773.

Il résulte

- de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 17 Juin 1998,
- de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 31 Mars 2000,

QUE LA SOCIETE A²DT EST DESORMAIS REGIE PAR LES STATUTS SUIVANTS

ARTICLE 1 - FORME

Il est formé, entre les propriétaires des parts ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement, une société à responsabilité limitée régie par les lois et règlements en vigueur, ainsi que par les présents statuts.

ARTICLE 2 - OBJET

La Société a pour objet, directement ou indirectement, en France et à l'étranger :

La coordination de travaux, le suivi de chantiers ;

L'activité de maîtrise d'oeuvre ;

L'étude, la commercialisation, la réalisation, la construction d'immeubles ;

La commercialisation, la réalisation de tous marchés, prestations ou produits concernant le bâtiment et les travaux publics ;

L'acquisition, la remise en état, l'administration, l'exploitation, la location, la vente et l'échange de tous biens et immeubles ;

L'entreprise générale de bâtiment.

La participation de la Société, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements ; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités.

Et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La dénomination de la Société est : **A²DT**

Dans tous les actes et documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "société à responsabilité limitée" ou des initiales "S.A.R.L." et de l'énonciation du montant du capital social.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé :

320 Avenue Berthelot 69008 LYON

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par une simple décision de la gérance sous réserve de ratification par la prochaine Assemblée Générale Ordinaire, et partout ailleurs en France en vertu d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la Société est fixée à **QUATRE VINGT DIX NEUF** années à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

ARTICLE 6 - APPORTS

Il est apporté en numéraire déposé conformément à la loi au crédit d'un compte ouvert au nom de la Société en formation, à la banque CREDIT AGRICOLE agence de CRAPONNE, ainsi qu'il résulte d'un certificat délivré par ladite banque le 1^{er} Octobre 1996 :

par Monsieur Jean DERRUAU, la somme de.....	12.500 F
par Monsieur Marc TCHALIAN, la somme de.....	12.500 F
par Monsieur Philippe DJIGUERDJIAN, la somme de.....	12.500 F
par Monsieur Luis ALMEIDA, la somme de.....	12.500 F

Soit au total la somme de.....50.000 F.

Madame Lucilia De ALMEDA conjointe commun en biens de Monsieur Luis ALMEIDA apporteur de deniers provenant de la communauté à été dûment et préalablement informée dudit apport, et a déclaré renoncer définitivement à revendiquer la qualité d'associée pour la moitié des parts souscrites par son conjoint.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à **CINQUANTE MILLE FRANCS (50.000 F)**.

Il est divisé en 500 parts sociales de 100 F chacune, entièrement libérées.

ARTICLE 8 - PARTS SOCIALES

Les parts sociales sont attribuées comme suit :

- **Monsieur Marc TCHALIAN**, propriétaire de
CENT VINGT CINQ PARTS, numérotées de
1 à 124, ci125 parts sociales
- **Monsieur Philippe DJIGUERDJIAN**, propriétaire de
CENT VINGT CINQ PARTS, numérotées de
125 à 249, ci125 parts sociales
- **Madame Maryse GUINCHARD**, propriétaire de
CENT VINGT CINQ PARTS, numérotées de
250 à 374, ci125 parts sociales
- **Monsieur Michaël CHAMBOISSIER**, propriétaire de
CENT VINGT CINQ PARTS, numérotées de
375 à 500, ci125 parts sociales

SOIT AU TOTAL CINQ CENTS PARTS SOCIALES, ci500 parts sociales

Les soussignés déclarent que toutes les parts sociales présentement créées ont été souscrites en totalité par eux, intégralement libérées puis réparties entre eux comme indiqué ci-dessus.

ARTICLE 9 - COMPTES COURANTS

Outre leurs apports, les associés pourront verser ou laisser à disposition de la Société toutes sommes dont elle pourrait avoir besoin. Ces sommes sont inscrites au crédit d'un compte ouvert au nom de l'associé.

Les comptes courants ne doivent jamais être débiteurs et la Société a la faculté d'en rembourser tout ou partie, après avis donné par écrit un mois à l'avance, sauf stipulation contraire.

ARTICLE 10 - MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

I - Le capital social peut être augmenté, soit par création de parts nouvelles, soit par majoration du montant nominal des parts existantes, en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés.

Si l'augmentation de capital est réalisée, soit en totalité, soit en partie, par des apports en nature, la décision des associés relative à l'augmentation de capital doit contenir l'évaluation de chaque apport en nature, au vu d'un rapport annexé à cette décision et établi sous sa responsabilité par un Commissaire aux apports, désigné par ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant sur requête de la gérance.

II - Le capital peut également être réduit en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés, mais en aucun cas elle ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

La réduction du capital social à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à porter celui-ci à un montant au moins égal au montant du capital social minimum prévu par la loi, à moins que la Société ne se transforme en société d'une autre forme. A défaut, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Cette dissolution ne pourra être prononcée si, au jour où le tribunal statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

III - Si l'augmentation ou la réduction du capital fait apparaître des rompus, les associés devront faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou de toute cession de droits d'attribution ou de parts anciennes pour obtenir l'attribution d'un nombre entier de parts nouvelles.

ARTICLE 11 - SOUSCRIPTION ET REPRESENTATION DES PARTS SOCIALES

Les parts sociales sont souscrites en totalité par les associés et intégralement libérées, qu'elles représentent des apports en nature ou en numéraire. Elles ne peuvent représenter des apports en industrie, sous réserve des droits du conjoint de l'apporteur en nature ou de l'apporteur en nature lui-même.

Les parts sociales ne peuvent jamais être représentées par des titres négociables.

La propriété des parts résulte seulement des présents statuts, des actes ultérieurs qui pourraient modifier le capital social et des cessions et attributions qui seraient régulièrement réalisées.

La réunion de toutes les parts en une seule main n'entraîne pas la dissolution de la Société qui continue d'exister avec un associé unique.

ARTICLE 12 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX PARTS SOCIALES

Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la Société, dans la propriété de l'actif social et dans le boni de liquidation. Elle donne également droit à une voix dans tous les votes et délibérations.

Les associés ne sont tenus à l'égard des tiers qu'à concurrence du montant de leur apport. Toutefois ils sont solidairement responsables, à l'égard des tiers, pendant cinq ans, de la valeur attribuée aux apports en nature lors de la constitution de la Société, lorsqu'il n'y a pas eu de commissaire aux apports ou lorsque la valeur retenue est différente de celle proposée par le commissaire aux apports.

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux résolutions régulièrement prises par les associés.

ARTICLE 13 - INDIVISIBILITE DES PARTS SOCIALES

Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société. Les copropriétaires indivis sont tenus de désigner l'un d'entre eux pour les représenter auprès de la Société ; à défaut d'entente, il appartient à l'indivisaire le plus diligent de faire désigner par voie de justice un mandataire chargé de les représenter.

Toutefois, dans tous les cas, le nu-proprétaire a le droit de participer aux assemblées générales.

ARTICLE 14 - CESSIION ET TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES

Toute cession de parts doit être constatée par un acte notarié ou sous seings privés.

Pour être opposable à la Société, elle doit lui être signifiée par exploit d'huissier ou être acceptée par elle dans un acte notarié. La signification peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.

Pour être opposable aux tiers, elle doit en outre avoir été déposée au greffe, en annexe au Registre du commerce et des sociétés.

Les parts sont librement cessibles entre associés.

Elles ne peuvent être cédées, à titre onéreux ou gratuit, à des tiers non associés et quel que soit leur degré de parenté avec le cédant, qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois-quarts des parts sociales.

Lorsque la Société comporte plus d'un associé, le projet de cession est notifié à la Société et à chacun des associés par acte d'huissier ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Dans le délai de huit jours à compter de cette notification, la gérance doit convoquer l'assemblée des associés pour qu'elle délibère sur le projet de cession des parts sociales ou consulter les associés par écrit sur ledit projet. La décision de la Société, qui n'a pas à être motivée, est notifiée par la gérance au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Si la Société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications prévues au présent alinéa, le consentement à la cession est réputé acquis.

Si la Société a refusé de consentir à la cession, le cédant peut, dans les huit jours de la notification de refus qui lui est faite, signifier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception qu'il renonce à son projet de cession.

A défaut de renonciation de sa part, les associés sont tenus, dans le délai de trois mois à compter du refus d'agrément, d'acquérir ou de faire acquérir les parts à un prix fixé à dire d'expert dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil. A la demande du gérant, ce délai peut être prolongé une seule fois par ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant sur requête.

La Société peut également, avec le consentement de l'associé cédant, décider, dans le même délai, de racheter les parts au prix déterminé dans les conditions prévues ci-dessus et de réduire son capital du montant de la valeur nominale des parts du cédant. Un délai de paiement, qui ne saurait excéder deux ans, peut, sur justification, être accordé à la Société par le Président du Tribunal de commerce, statuant par ordonnance de référé. Les sommes dues portent intérêt au taux légal.

Si, à l'expiration du délai imparti, aucune des solutions prévues n'est intervenue, l'associé peut réaliser la cession initialement projetée, si toutefois il détient ses parts depuis au moins deux ans ou en a reçu la propriété par succession, liquidation de communauté de biens entre époux ou donation de son conjoint, d'un ascendant ou descendant ; l'associé qui ne remplit aucune de ces conditions reste propriétaire de ses parts.

La qualité d'associé est reconnue au conjoint commun en biens pour la moitié des parts souscrites ou acquises au moyen de fonds communs s'il notifie à la Société son intention d'être personnellement associé.

Si la notification a été effectuée lors de l'apport ou de l'acquisition, l'agrément donné par les associés vaut pour les deux époux. Si le conjoint exerce son droit de revendication postérieurement à la réalisation de la souscription ou de l'acquisition, il sera soumis à l'agrément de la majorité des associés représentant au moins les trois-quarts des parts sociales. L'époux associé sera alors exclu du vote et ses parts ne seront pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

La décision des associés doit être notifiée au conjoint dans les deux mois de sa demande ; à défaut, l'agrément est réputé acquis. En cas de refus d'agrément régulièrement notifié, l'époux associé le reste pour la totalité des parts de la communauté. Les notifications susvisées sont faites par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

La transmission des parts sociales par voie de succession ou de liquidation de communauté est soumise à l'agrément de la majorité des associés représentant au moins les trois-quarts des parts sociales, sauf pour les héritiers déjà associés, en cas de transmission pour cause de mort, et pour les conjoints déjà associés, en cas de liquidation de communauté.

Pour l'exercice de leurs droits d'associés, les héritiers ou ayants-droit, qu'ils soient ou non soumis à agrément, doivent justifier de leur identité et de leur qualité héréditaire auprès de la gérance qui peut toujours exiger la production d'expéditions ou d'extraits de tous actes notariés établissant cette qualité.

ARTICLE 15 - DECES, INTERDICTION, FAILLITE D'UN ASSOCIE - ASSOCIE UNIQUE

La Société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction de gérer, la liquidation judiciaire ou la faillite personnelle d'un associé.

En cas de réunion dans une seule main de toutes les parts d'une société à responsabilité limitée, les dispositions de l'article 1844-5 du Code civil relatives à la dissolution judiciaire ne sont pas applicables.

ARTICLE 16 - GERANCE

La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, associés ou non, choisis par les associés représentant plus de la moitié des parts sociales, avec ou sans limitation de la durée de leur mandat.

Les gérants peuvent recevoir une rémunération, qui est fixée et peut être modifiée par une décision ordinaire des associés.

Tout gérant a, par ailleurs, droit au remboursement de ses frais de déplacement et de représentation engagés dans l'intérêt de la Société, sur présentation de toutes pièces justificatives.

Dans les rapports avec les tiers, les pouvoirs du ou des gérants sont les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux associés.

La Société est engagée même par les actes du gérant qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Le ou les gérants sont révocables par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Les gérants sont responsables, individuellement ou solidairement selon les cas, envers la Société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions législatives ou réglementaires applicables aux sociétés à responsabilité limitée, soit des violations des statuts, soit des fautes commises dans leur gestion.

Si plusieurs gérants ont coopéré aux mêmes faits, le tribunal détermine la part contributive de chacun d'eux dans la réparation du dommage.

Aucune décision de l'Assemblée ne peut avoir pour effet d'éteindre une action en responsabilité contre les gérants pour fautes commises dans l'accomplissement de leur mandat.

ARTICLE 17 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires et suppléants peuvent ou doivent être désignés dans les conditions prévues par l'article 64 de la loi du 24 juillet 1966.

Ils sont nommés pour une durée de six exercices et exercent leurs fonctions dans les conditions et avec les effets prévus par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 18 - CONVENTIONS ENTRE UN GERANT OU UN ASSOCIE ET LA SOCIETE

La gérance ou, s'il en existe un, le Commissaire aux Comptes présente à l'Assemblée ou joint aux documents communiqués aux associés en cas de consultation écrite, un rapport sur les conventions intervenues entre la Société et l'un de ses gérants ou associés.

L'Assemblée statue sur ce rapport qui doit contenir les mentions suivantes :

- l'énumération des conventions soumises à l'approbation de l'assemblée des associés ;
- le nom des gérants ou associés intéressés ;
- la nature et l'objet desdites conventions ;
- les modalités essentielles de ces conventions, notamment l'indication des prix ou tarifs pratiqués, des ristournes et commissions consenties, des délais de paiement accordés, des intérêts stipulés, des sûretés conférées et, le cas échéant, toutes autres indications permettant aux associés d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion des conventions analysées ;
- l'importance des fournitures livrées ou des prestations de services fournies, ainsi que le montant des sommes versées ou reçues au cours du dernier exercice.

Le gérant ou l'associé intéressé ne peut pas prendre part au vote et ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité.

Toutefois, s'il n'existe pas de Commissaire aux Comptes, les conventions conclues par un gérant non associé sont soumises à l'approbation préalable de l'Assemblée.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour le gérant, et s'il y a lieu, pour l'associé contractant, de supporter individuellement ou solidairement, selon les cas, les conséquences du contrat préjudiciables à la Société.

Ces dispositions s'étendent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou du conseil de surveillance, est simultanément gérant ou associé de la société à responsabilité limitée.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

A peine de nullité du contrat, il est interdit aux gérants ou associés autres que les personnes morales de contracter sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers. Cette interdiction s'applique aux conjoint, ascendants et descendants des gérants ou associés ainsi qu'à toute personne interposée et aux représentants légaux des personnes morales associées.

ARTICLE 19 - DECISIONS COLLECTIVES

En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives sont prises, au choix de la gérance, en assemblée ou par consultation écrite des associés. Elles peuvent aussi résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte.

Toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation annuelle des comptes ou sur demande d'un ou plusieurs associés détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des parts sociales.

Les associés sont convoqués aux assemblées par la gérance, ou à défaut, par le Commissaire aux Comptes, s'il en existe un, ou encore à défaut, par un mandataire désigné en justice à la demande de tout associé. Un ou plusieurs associés, détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des parts sociales, peuvent demander la réunion d'une assemblée.

La convocation est faite par lettre recommandée adressée aux associés quinze jours au moins avant la date de réunion. Elle contient l'ordre du jour de l'assemblée arrêté par l'auteur de la convocation. Toute assemblée irrégulièrement convoquée peut être annulée. Toutefois, l'action en nullité n'est pas recevable lorsque tous les associés étaient présents ou représentés.

L'assemblée des associés se réunit au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation. Elle est présidée par le gérant ou l'un des gérants ou, si aucun d'eux n'est associé, par l'associé présent et acceptant qui possède ou représente le plus grand nombre de parts sociales. Si deux associés possédant ou représentant le même nombre de parts sont acceptants, la présidence de l'assemblée est assurée par le plus âgé.

Toute délibération de l'assemblée des associés est constatée par un procès-verbal contenant les mentions réglementaires, établi et signé par le ou les gérants, et le cas échéant, par le président de séance.

En cas de consultation écrite, la gérance adresse à chaque associé, par lettre recommandée, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception du projet de résolutions pour transmettre leur vote à la gérance par lettre recommandée. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts qu'il possède. Un associé peut se faire représenter par son conjoint à moins que la Société ne comprenne que les deux époux. Sauf si les associés sont au nombre de deux, un associé peut se faire représenter par un autre associé.

Les procès-verbaux sont établis sur un registre coté et paraphé ou sur des feuilles mobiles également cotées et paraphées, dans les conditions réglementaires.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des assemblées sont valablement certifiées conformes par un seul gérant.

ARTICLE 20 - DECISIONS COLLECTIVES ORDINAIRES

Sont qualifiées d'ordinaires, les décisions des associés ne concernant ni les modifications statutaires ni l'agrément de cession ou mutations de parts sociales, droits de souscription ou d'attribution.

Dans les six mois de la clôture de chaque exercice, les associés sont réunis en assemblée pour statuer sur les comptes dudit exercice et l'affectation des résultats.

Les décisions ordinaires sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les décisions sont prises, sur seconde consultation, à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants.

Toutefois, les décisions relatives à la nomination ou à la révocation d'un gérant sont toujours prises à la majorité absolue des parts sociales, sans que la question puisse faire l'objet d'une seconde consultation à la majorité simple des votes émis.

ARTICLE 21 - DECISIONS COLLECTIVES EXTRAORDINAIRES

Sont qualifiées d'extraordinaires les décisions ayant pour objet de modifier les statuts ou d'agréer les cessions ou mutations de parts sociales, droits de souscription ou d'attribution.

Les décisions extraordinaires ne sont valablement prises que si elles ont été adoptées :

- à l'unanimité, en cas de changement de nationalité de la Société, d'augmentation des engagements d'un associé ou de transformation de la Société en société en nom collectif, en commandite simple, en commandite par actions ou en société civile.
- à la majorité en nombre des associés, représentant au moins les trois-quarts des parts sociales, en cas d'agrément de nouveaux associés ou d'autorisation de nantissement des parts.
- par des associés représentant au moins les trois-quarts des parts pour toutes les autres décisions extraordinaires.

ARTICLE 22 - DROIT DE COMMUNICATION, D'INFORMATION ET DE CONTROLE DES ASSOCIES

Tout associé dispose d'un droit de communication permanent dont l'étendue et les modalités d'exercice sont déterminées par les dispositions réglementaires en vigueur.

Avant toute assemblée ou consultation écrite, les associés ont le droit d'obtenir communication de documents et d'informations qui leur sont adressés ou qui sont mis à leur disposition dans les conditions fixées par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Tout associé non gérant peut, deux fois par an, poser par écrit des questions à la gérance sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation. La réponse écrite de la gérance doit intervenir dans le délai d'un mois et est communiquée au Commissaire aux Comptes, s'il en existe un.

Un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital social peuvent, soit individuellement, soit en se groupant sous quelque forme que ce soit, demander en justice la désignation d'un ou plusieurs experts chargés de présenter un rapport sur une ou plusieurs opérations de gestion. Les conditions de sa nomination et de l'exercice de sa mission sont prévues par la loi et les règlements.

ARTICLE 23 - EXERCICE SOCIAL - COMPTES SOCIAUX

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le **1ER OCTOBRE** et finit le **30 SEPTEMBRE**.

Par exception, le premier exercice commencera le jour de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés et se terminera le 30 SEPTEMBRE 1997.

A la clôture de chaque exercice, la gérance dresse un inventaire de l'actif et du passif de la Société, ainsi que des comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe).

Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis par la Société est annexé à la suite du bilan, ainsi qu'un état des sûretés consenties par elle.

La gérance établit un rapport de gestion sur la situation de la Société et son activité au cours de l'exercice écoulé, les résultats de cette activité, les progrès réalisés et les difficultés rencontrées, l'évolution prévisible de cette situation, et les perspectives d'avenir, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle le rapport est établi, enfin les activités en matière de recherche et de développement.

Les comptes annuels sont établis après chaque exercice selon les mêmes formes et les mêmes méthodes d'évaluation que les années précédentes, sauf si un changement exceptionnel est intervenu dans la situation de la Société.

La gérance procède, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice aux provisions et amortissements nécessaires.

Si à la clôture de l'exercice, la Société répond à l'un des critères définis par décret, la gérance est tenue d'établir une situation de l'actif réalisable et disponible, valeurs d'exploitation exclues, et du passif exigible, un compte de résultat prévisionnel, un tableau de financement en même temps que le bilan annuel et un plan de financement prévisionnel, dans les conditions et selon la périodicité prévues par la loi et le décret.

Les comptes annuels, le rapport de gestion et le texte des résolutions proposées sont mis à la disposition du Commissaire aux Comptes un mois au moins avant la convocation de l'assemblée. Ces mêmes documents, et le cas échéant, le rapport du Commissaire aux Comptes, sont adressés aux associés quinze jours au moins avant la date de l'assemblée appelée à statuer sur les comptes.

ARTICLE 24 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Le bénéfice (ou la perte) de l'exercice apparaît dans le compte de résultat par différence entre les produits et les charges de l'exercice et après déduction des amortissements et provisions.

Sur ce bénéfice, diminué éventuellement des pertes antérieures, sont prélevées les sommes à porter en réserve en application de la loi, et en particulier à peine de nullité de toute délibération contraire, une somme correspondant à un vingtième pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

L'Assemblée Générale peut décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements ont été effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Après approbation des comptes et constatation de l'existence de sommes distribuables, l'Assemblée Générale détermine la part attribuée aux associés sous forme de dividendes. La part de chaque associé est proportionnelle à sa quotité dans le capital social.

Les modalités de mise en paiement des dividendes votés par l'Assemblée Générale sont fixées par elle ou, à défaut, par la gérance.

Le paiement des dividendes doit avoir lieu dans un délai maximum de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par décision de justice.

Aucune distribution ne peut être faite lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ne permet pas de distribuer.

L'Assemblée Générale peut également décider d'affecter les sommes distribuables aux réserves et au report à nouveau, en totalité ou en partie.

ARTICLE 25 - PROROGATION

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, la gérance doit provoquer une réunion de la collectivité des associés à l'effet de décider, dans les conditions requises pour les décisions collectives extraordinaires, si la Société doit être prorogée.

ARTICLE 26 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS À LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, la gérance doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, consulter les associés afin de décider, s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum dans les sociétés à responsabilité limitée et, dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si dans ce délai les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision de l'Assemblée Générale doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si l'Assemblée n'a pu délibérer valablement.

ARTICLE 27 - TRANSFORMATION DE LA SOCIETE

La transformation de la Société en une société d'une autre forme peut être décidée par les associés statuant aux conditions de majorité prévues pour la modification des statuts. Toutefois la transformation de la Société en société en nom collectif, en commandite simple, en commandite par actions, en société par actions simplifiée ou en société civile exige l'accord unanime des associés.

La transformation en société anonyme est décidée à la majorité requise pour la modification des statuts. Toutefois, elle peut être décidée par des associés représentant la majorité des parts sociales si les capitaux propres figurant au dernier bilan excèdent cinq millions de francs.

La décision de transformation en société anonyme ou en société par actions simplifiée est précédée du rapport d'un Commissaire aux Comptes inscrit sur la situation de la Société, et du rapport d'un ou plusieurs Commissaires à la transformation désignés, sauf accord unanime des associés, par décision de justice et chargés d'apprécier sous leur responsabilité la valeur des biens composant l'actif social et les avantages particuliers. Le ou les Commissaires à la transformation peuvent être chargés de l'établissement du rapport sur la situation de la Société. Dans ce cas, il n'est rédigé qu'un seul rapport. Le Commissaire aux Comptes de la Société peut être nommé Commissaire à la transformation.

Les associés statuent sur l'évaluation des biens composant l'actif social et l'octroi des avantages particuliers ; ils ne peuvent les réduire qu'à l'unanimité. A défaut d'approbation expresse des associés mentionnée au procès-verbal, la transformation est nulle.

ARTICLE 28 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

La Société est dissoute à l'arrivée du terme (à défaut de prorogation), en cas de réalisation ou d'extinction de son objet, par décision judiciaire pour justes motifs.

La dissolution anticipée peut être décidée à tout moment par des associés représentant les trois-quarts des parts sociales.

La Société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution pour quelque cause que ce soit.

La personnalité morale de la Société subsiste, pour les besoins de la liquidation, jusqu'à la clôture de celle-ci. La dissolution de la Société ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter de la date à laquelle elle est publiée au Registre du commerce et des sociétés. La mention "société en liquidation", ainsi que le nom du ou des liquidateurs doivent figurer sur tous les actes et documents émanant de la Société.

Les fonctions de la gérance prennent fin par la dissolution de la Société. La collectivité des associés conserve ses pouvoirs et règle le mode de liquidation ; elle nomme un ou plusieurs liquidateurs, choisis parmi ou en dehors des associés, et détermine leurs pouvoirs. La liquidation est effectuée conformément à la loi.

Après remboursement du montant des parts sociales, le boni de liquidation est réparti entre les associés, au prorata du nombre de parts appartenant à chacun d'eux.

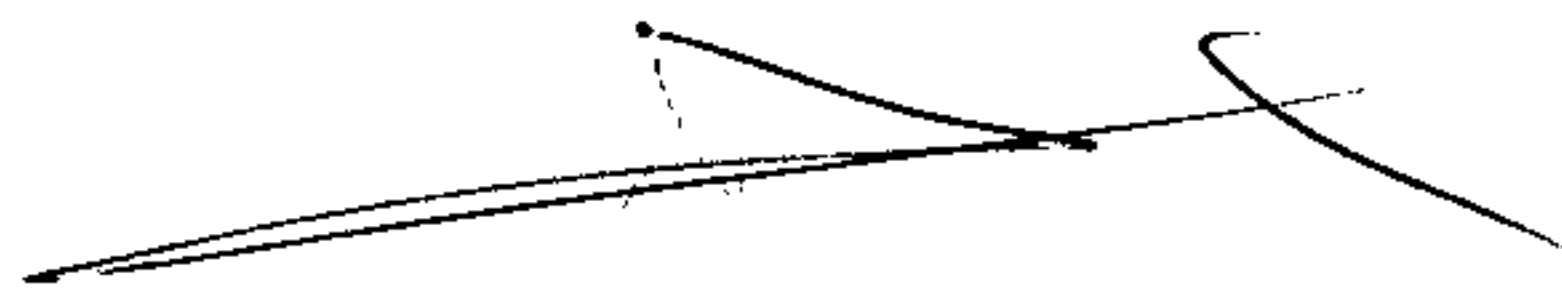
En cas de réunion de toutes les parts en une seule main, la dissolution pouvant, le cas échéant, en résulter entraîne la transmission universelle du patrimoine, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

ARTICLE 29 - CONTESTATIONS

En cas de pluralité d'associés, toutes les contestations qui pourraient surgir pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation entre les associés ou entre la Société et les associés, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des présents statuts, seront soumises aux tribunaux compétents.

LES PRESENTS STATUTS ONT ETE MIS A JOUR SUITE A L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 31 MARS 2000.

**Pour Copie Certifiée Conforme,
Le Gérant
Marc TCHALIAN**



A2DT

**Société à Responsabilité Limitée au capital de 50.000 Francs
Siège Social : 320 Avenue Berthelot
69008 LYON**

410 052 773 RCS LYON

**PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DE
L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
DU 31 MARS 2000**

L'an deux mille,
Le 31 Mars,
A 11 Heures,

Les associés de la Société A2DT, Société à Responsabilité Limitée au capital de 50.000 Francs, divisé en 500 parts de 100 Francs chacune, se sont réunis en Assemblée Générale Extraordinaire, au siège social, sur convocation de la gérance.

Sont présents ou représentés :

- Monsieur Marc TCHALIAN, propriétaire de 125 parts sociales,
- Monsieur Philippe DJIGUERDJIAN, propriétaire de 125 parts sociales,
- Madame Maryse GUINCHARD, propriétaire de 125 parts sociales,
- Monsieur Michaël CHAMBOISSIER, propriétaire de 125 parts sociales,

seuls associés de la Société et représentant en tant que tels la totalité des parts sociales émises par la Société.

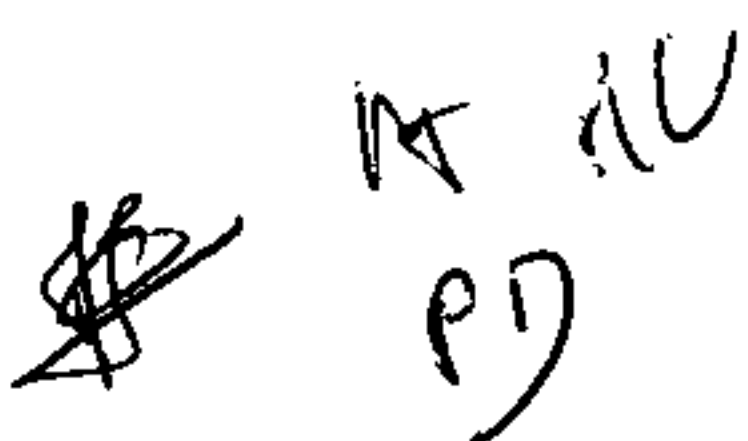
L'Assemblée est déclarée régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

L'Assemblée est présidée par Monsieur Marc TCHALIAN, gérant associé.

Le Président rappelle que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

- Mise à jour des statuts suite aux cessions de parts sociales intervenues le 28 Février 2000,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

Handwritten signature and initials, possibly 'M. TCHALIAN' and 'P.D.'.

Le Président déclare que les documents et renseignements prévus par les dispositions législatives et réglementaires ont été adressés aux associés ou tenus à leur disposition au siège social pendant le délai fixé par lesdites dispositions.

L'Assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Diverses observations sont échangées puis personne ne demandant plus la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION

Suite aux cessions de parts sociales intervenues le 28 Février 2000, et sous la condition suspensive de leur réalisation définitive, l'Assemblée Générale décide de donner une nouvelle numérotation aux parts sociales et de modifier l'article 8 des statuts qui sera désormais rédiger comme suit :

ARTICLE 8 – PARTS SOCIALES

Les parts sociales sont attribuées comme suit :

- **Monsieur Marc TCHALIAN**, propriétaire de
CENT VINGT CINQ PARTS, numérotées de
1 à 124, ci125 parts sociales
- **Monsieur Philippe DJIGUERDJIAN**, propriétaire de
CENT VINGT CINQ PARTS, numérotées de
125 à 249, ci125 parts sociales
- **Madame Maryse GUINCHARD**, propriétaire de
CENT VINGT CINQ PARTS, numérotées de
250 à 374, ci125 parts sociales
- **Monsieur Michaël CHAMBOISSIER**, propriétaire de
CENT VINGT CINQ PARTS, numérotées de
375 à 500, ci125 parts sociales

SOIT AU TOTAL CINQ CENTS PARTS SOCIALES, ci500 parts sociales

Le reste de l'article demeure sans changement.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Handwritten signatures and initials:
A large stylized signature on the left.
Initials "MC" and "W" at the top right.
Initials "PD" at the bottom left.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé après lecture par le Président et les associés.

Marc TCHALIAN

A stylized, handwritten signature in black ink, consisting of several sweeping strokes.

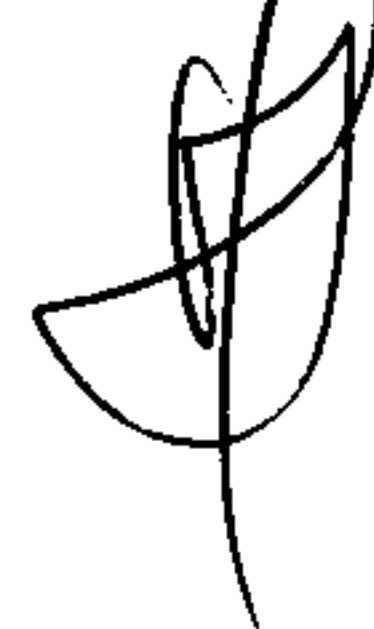
Maryse GUINCHARD

A handwritten signature in black ink, featuring a prominent loop and several sharp angles.

Philippe DJIGUERDJIAN

A handwritten signature in black ink, with a large, circular loop at the top and several horizontal strokes.

Michaël CHAMBOISSIER

A handwritten signature in black ink, with a large, circular loop at the top and several horizontal strokes.

CESSION DE PARTS SOCIALES DE LA SARL A2DT

ENTRE LES PARTIES SOUSSIGNEES :

- **Monsieur Jean DERRUAU**
Né le 20 Février 1940 à VIVIEZ (12)
Demeurant Hameau de Cleauvigny 69670 VAUGNERAY
Divorcé
- **Monsieur Marc TCHALIAN**
Né le 4 Octobre 1961 à LYON (69)
Demeurant 17 Rue des Verchères 69360 SEREZIN DU RHONE
Divorcé
- **Monsieur Philippe DJIGUERDJIAN**
Né le 17 Juin 1969 à VIENNE (38)
Demeurant 11 Rue Joseph Grenouillet 38780 PONT EVEQUE
Célibataire

CI-APRES DENOMMES « LES CEDANTS »,

DE PREMIERE PART

ET

- **Madame Maryse GUINCHARD**
Née le 21 Avril 1949 à BELLEY (01)
Demeurant Hameau de Cleauvigny 69670 VAUGNERAY
Divorcée
- **Monsieur Michaël CHAMBOISSIER**
Né le 26 Avril 1973 à LYON (69)
Demeurant 1 Rue Alphonse Daudet 69330 MEYZIEU
Célibataire

CI-APRES DENOMMES « LES CESSIONNAIRES »,

DE SECONDE PART

EXPOSE

Par acte sous seings privés en date du 24 Octobre 1996 à LYON enregistré à LYON OUEST le 4 Décembre 1996, a été constituée la société « A2DT », Société à Responsabilité Limitée au capital de 50.000 Francs dont le siège social est 320 Avenue Berthelot 69008 LYON, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de LYON sous le n° 410 052 773.

Le capital social est réparti en 500 parts sociales de 100 Francs de valeur nominale.

Ces parts sont à ce jour ainsi réparties suite à diverses cessions de parts sociales :

• Monsieur Jean DERRUAU :	168
• Monsieur Marc TCHALIAN :	166
• Monsieur Philippe DJIGUERDJIAN :	166
• TOTAL :	500

La société **A2DT** exerce l'activité suivante : Maîtrise d'oeuvre.

Elle est dirigée par Monsieur Jean DERRUAU. Il est stipulé à l'article 14 des statuts sociaux que les parts sont librement cessibles entre associés. En conséquence, l'Assemblée Générale Extraordinaire du 24 Février 2000 a agréé Madame Maryse GUINCHARD et Monsieur Michaël CHAMBOISSIER en qualité de nouveaux associés.

CONVENTION

ARTICLE 1 – CESSIONS

1.1 Cession de Monsieur Jean DERRUAU à Madame Maryse GUINCHARD :

Le CEDANT vend à Madame Maryse GUINCHARD la pleine propriété de CENT VINGT CINQ (125) parts sociales de la société **A2DT**, désignée en préambule. Madame Maryse GUINCHARD est subrogée à compter de ce jour dans tous les droits et obligations attachés aux dites parts sociales.

1.2 Cession de Monsieur Jean DERRUAU à Monsieur Michaël CHAMBOISSIER :

Le CEDANT vend à Monsieur Michaël CHAMBOISSIER la pleine propriété de QUARANTE TROIS (43) parts sociales de la société **A2DT**, désignée en préambule. Monsieur Michaël CHAMBOISSIER est subrogé à compter de ce jour dans tous les droits et obligations attachés aux dites parts sociales.

1.3 Cession de Monsieur Marc TCHALIAN à Monsieur Michaël CHAMBOISSIER :

Le CEDANT vend à Monsieur Mickaël CHAMBOISSIER la pleine propriété de QUARANTE ET UNE (41) parts sociales de la société **A2DT**, désignée en préambule. Monsieur Marc TCHALIAN est subrogé à compter de ce jour dans tous les droits et obligations attachés aux dites parts sociales.

1.4 Cession de Monsieur Philippe DJIGUERDJIAN à Monsieur Michaël CHAMBOISSIER :

Le CEDANT vend à Monsieur Michaël CHAMBOISSIER la pleine propriété de QUARANTE ET UNE (41) parts sociales de la société **A2DT**, désignée en préambule. Monsieur Michaël CHAMBOISSIER est subrogé à compter de ce jour dans tous les droits et obligations attachés aux dites parts sociales.

ARTICLE 2 - ORIGINE DE PROPRIETE – RESTRICTIONS A LA CESSION

Chaque CEDANT détient les parts sociales cédées par suite de leur souscription à la constitution de la société et par acquisition au cours de la vie sociale. Il déclare que lesdites parts sociales sont entièrement libérées.

Chaque CEDANT déclare en ce qui concerne les parts sociales ci avant désignées :

- qu'elles sont libres de tout engagement et inscription de nantissement ou autre,
- qu'elles ne sont frappées d'aucune clause ni engagement susceptible d'en limiter la pleine propriété, la libre jouissance, la disponibilité ou l'administration à l'exception des clauses statutaires,
- qu'elles sont de même nature ou catégorie,
- qu'elles ne font l'objet d'aucune contestation relative à leur pleine propriété.

ARTICLE 3 - PRIX

Les présentes cessions sont consenties et acceptées moyennant le prix global de **VINGT CINQ MILLE FRANCS (25.000 Francs)** soit **CENT FRANCS (100 Francs)** la part que les **CESSIONNAIRES** ont payé comptant aux **CEDANTS**, qui le reconnaissent et leur en consentent bonne et valable quittance, sous réserve de l'encaissement du prix, à savoir :

3.1 Cession de Monsieur Jean DERRUAU à Madame Maryse GUINCHARD :

La cession des parts sociales est consentie et acceptée, moyennant un prix, ferme et définitif, de **CENTS FRANCS (100 Francs)** par part sociale cédée, soit pour les 125 parts sociales cédées à Madame Maryse GUINCHARD la somme globale de **DOUZE MILLE CINQ CENT FRANCS (12.500 Francs)**. Ladite somme est payée comptant à l'instant même par Madame Maryse GUINCHARD à Monsieur Jean DERRUAU qui le reconnaît et lui consent bonne et valable quittance sous réserve d'encaissement.

3.2 Cession par Monsieur Jean DERRUAU à Monsieur Michaël CHAMBOISSIER :

La cession des parts sociales est consentie et acceptée, moyennant un prix, ferme et définitif, de **CENT FRANCS (100 Francs)** par part sociale cédée, soit pour les 43 parts sociales cédées à Monsieur Michaël CHAMBOISSIER la somme globale de **QUATRE MILLE TROIS CENTS FRANCS (4.300 Francs)**. Ladite somme est payée comptant à l'instant même par Monsieur Michaël CHAMBOISSIER à Monsieur Jean DERRUAU qui le reconnaît et lui consent bonne et valable quittance sous réserve d'encaissement.

3.3 Cession par Monsieur Marc TCHALIAN à Monsieur Michaël CHAMBOISSIER :

La cession des parts sociales est consentie et acceptée, moyennant un prix, ferme et définitif, de **CENT FRANCS (100 Francs)** par part sociale cédée, soit pour les 41 parts sociales cédées à Monsieur Michaël CHAMBOISSIER la somme globale de **QUATRE MILLE CENT FRANCS (4.100 Francs)**. Ladite somme est payée comptant à l'instant même par Monsieur Michaël CHAMBOISSIER à Monsieur Marc TCHALIAN qui le reconnaît et lui consent bonne et valable quittance sous réserve d'encaissement.

3.4 Cession par Monsieur Philippe DJIGUERGJIAN à Monsieur Michaël CHAMBOISSIER :

La cession des parts sociales est consentie et acceptée, moyennant un prix, ferme et définitif, de **CENT FRANCS (100 F)** par part sociale cédée, soit pour les 41 parts sociales cédées à Monsieur Michaël CHAMBOISSIER la somme globale de **QUATRE MILLE CENT FRANCS (4.100 Francs)**. Ladite somme est payée comptant à l'instant même par Monsieur Michaël CHAMBOISSIER à Monsieur Philippe DJIGUERGJIAN qui le reconnaît et lui consent bonne et valable quittance sous réserve d'encaissement.

ARTICLE 4 - PROPRIETE - JOUISSANCE

Les **CESSIONNAIRES** deviennent propriétaires des parts sociales cédées à compter de ce jour avec tous les droits y attachés.

Les **CESSIONNAIRES** seront subrogés dans tous les droits et obligations attachés auxdites parts cédées.

Il est précisé qu'il n'a pas été délivré de titres représentatifs des parts cédées et que leur propriété résulte seulement des actes sus rappelés et que les soussignés déclarent bien connaître.

Il est expressément convenu entre les parties soussignées que la jouissance des parts sociales cédées est fixée à ce jour, et toute distribution de résultat réalisée après cette date appartiendra aux **CESSIONNAIRES**.

ARTICLE 5 – FORMALITES

Conformément aux dispositions des statuts, les présentes cessions de parts sociales seront enregistrées et déposées au Greffe du Tribunal de Commerce. Un original du présent acte sera déposé au siège social contre remise d'une attestation par le Gérant.

ARTICLE 6 - EFFET RELATIF

La nullité d'une clause du présent acte n'entraînera pas la nullité de ce dernier.

ARTICLE 7 – FRAIS ET HONORAIRES

Les droits résultant des présentes sont à la charge des **CESSIONNAIRES** qui s'y obligent. Les frais de modification des statuts sont à la charge de la société.

ARTICLE 8 - LITIGES - ATTRIBUTION DE JURIDICTION

En cas de contestation pouvant s'élever au sujet des présentes, les parties font attribution de juridiction devant les tribunaux compétents de LYON.

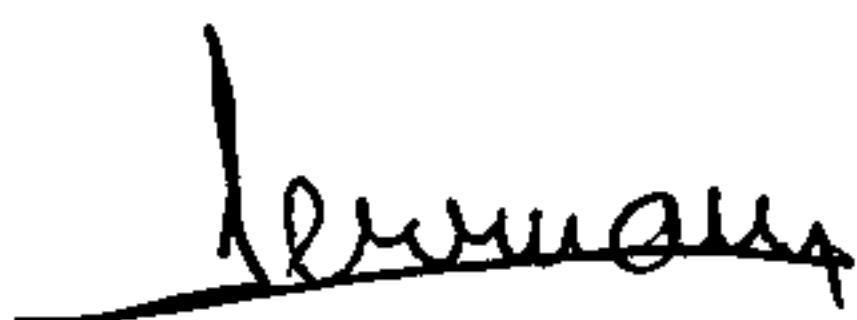
ARTICLE 9 - ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile à leur adresse respective figurant en tête des présentes.

**FAIT A LYON
LE 28 FEVRIER 2000
EN NEUF ORIGINAUX**

Les Cédants :

Jean DERRUAU



Marc TCHALIAN



Philippe DJIGUERDJIAN



Les Cessionnaires :

Maryse GUINCHARD



Michaël CHAMBOISSIER



DUPLICATA

VISÉ POUR TIMBRE ET ENREGISTRÉ A LA RECETTE
DE LYON OUEST, le **17 AVR. 2000**

F° **80** Bord. **131/5**

REÇU { - Dt de timbre... **huit cent quatre vingt** frs
- Dt d'enregist... **huit cent** frs

Signature : **Pénabès; Cent vingt neuf** frs

Pour le Receveur Principal

Mme S. DUCROUX

